

NIGER



Caractéristiques géographiques

Langue officielle : français
Superficie : 1 267 700 km²
Population : 23,3 millions d'habitants

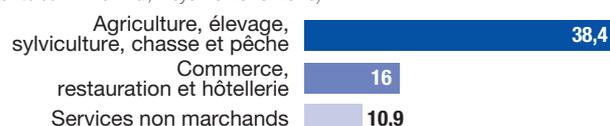
Densité : 18,4 habitants/km²
Taux de croissance démographique : 3,8 %
Part de la population urbaine : 16,4 %

Économie

Classement *Doing Business* 2020 : 132^e/190
Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 189^e/189
Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2019) : 3,4/6
Indice compétitivité-prix (Ferdinand, 2018) : 36/100
Classification Banque mondiale : pays à faible revenu
Niveau de concentration des exportations (indice de Theil, 2015) : 5,0 (4,3 pour l'ASS¹)
PIB par habitant (2019) : 555 dollars
Taux de croissance (2019) : 5,9 %
Inflation (2019) : - 2,5 %
PIB (2019) : 7 610 milliards de francs CFA

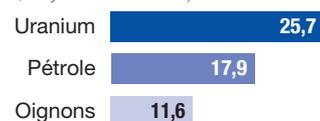
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2015-2019)



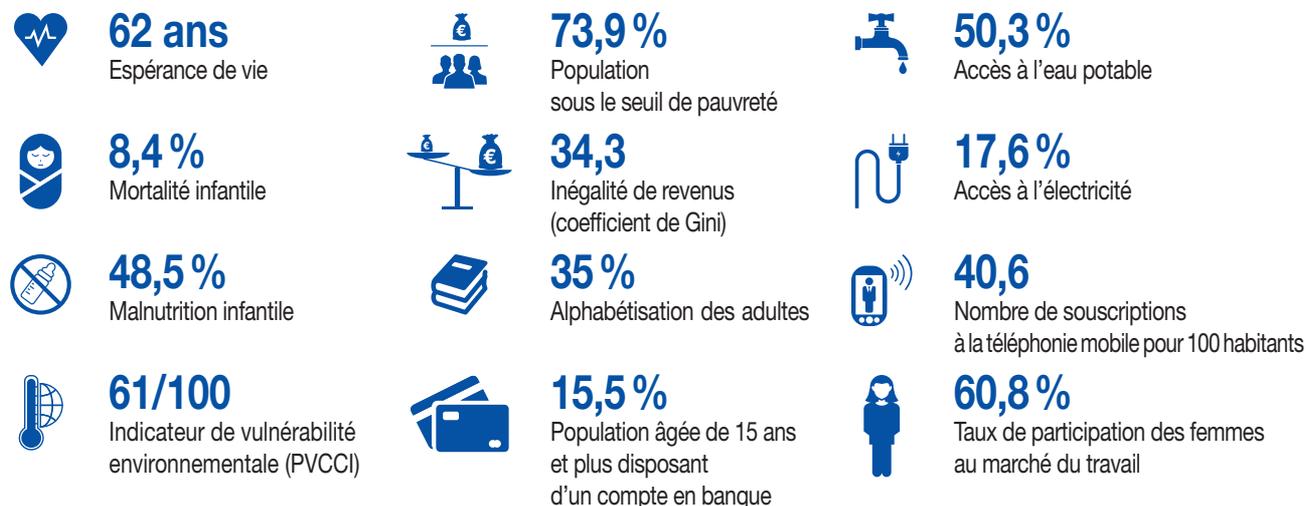
Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2015-2019)



¹ Afrique subsaharienne.

Développement humain et infrastructures



Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service de l'Afrique et du Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2020 et susceptibles de révisions; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.

Faits saillants

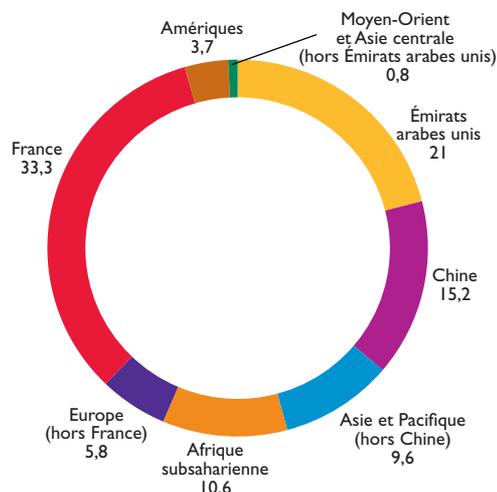
- **La dynamique de croissance engagée depuis plusieurs années (5,9 % en 2019, après 7,1 % en 2018) a été fortement affectée par la crise de la Covid-19**, qui pèse sur la demande mondiale pour les principales exportations du pays. La croissance économique devrait se limiter à 1 % en 2020, dans un contexte d'inflation maîtrisée (+ 1,1 % en moyenne annuelle), tandis que les déficits budgétaire et extérieur se creuseraient fortement.
- **Cette crise met en lumière la forte vulnérabilité d'un pays parmi les plus pauvres du monde**, dont les indicateurs de développement humains sont particulièrement faibles et dont la croissance démographique reste forte. L'insécurité alimentaire, habituellement importante au Niger, s'est accrue en raison de la crise sanitaire mondiale (1,9 million de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire sévère à fin juin 2020, d'après la FAO), tandis que le revenu par tête devrait régresser de 2,6 % d'après le Fonds monétaire international (FMI).
- **La Cour constitutionnelle a confirmé l'élection de Mohamed Bazoum comme nouveau président du Niger avec 55,6 % des suffrages, après une élection à deux tours (27 décembre et 21 février)**. Cette élection marque une transition démocratique depuis l'indépendance, le président sortant Mahamadou Ioussoufou ne s'étant pas représenté après deux mandats, conformément à la constitution. Les défis restent importants pour le nouveau gouvernement du fait de l'instabilité régionale (attaques terroristes) et de la situation économique, qui demeure conditionnée par l'évolution, encore incertaine, des marchés de matières premières, ainsi que par les risques climatiques croissants (sécheresses, inondations).
- **Le développement du secteur pétrolier, comme celui du secteur agricole (initiative 3N), constitue un enjeu de développement économique majeur**. La construction de l'oléoduc reliant les champs pétrolifères d'Agadem (Sud-Est nigérien) au port de Sèmè-Kpodji (Bénin), entamée en septembre 2019, constitue un projet essentiel pour atteindre, selon les autorités, une production de 110 000 tonnes dès 2024, le secteur pétrolier devant représenter près de 45 % des exportations à cette date.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

Le secteur agricole représente 38 % du PIB sur la période 2015-2019 et emploie près de 80 % de la population. Le pays est ainsi particulièrement vulnérable aux aléas climatiques (sécheresses et inondations), qui plongent fréquemment le pays dans des périodes d'insécurité alimentaire et d'appauvrissement des populations les plus vulnérables. Les efforts de développement des infrastructures agricoles, notamment ceux de l'**initiative 3N**, visent à augmenter la productivité et la soutenabilité du secteur agricole sur le long terme, hausse essentielle dans un contexte de très forte croissance démographique (+ 3,8 % en 2019).

Destinations des exportations du Niger (2014-2018)

(en %, en moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

Principales productions agricoles du Niger

(en milliers de tonnes)

	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Mil et sorgho	5 321,4	5 694,4	5 734,3	5 955,3	5 165,3
Riz paddy	127,5	148,9	105,0	115,6	119,5
Arachide	427,0	453,2	461,8	557,4	575,8
Haricot et niébé	1 668,0	1 982,3	1 953,7	2 372,5	2 380,1

Sources : BCEAO et administrations nationales.

Production d'uranium du Niger

(en tonnes)

	2015	2016	2017	2018	2019
Production	4 115,2	3 495,0	3 484,9	2 910,8	2 981,4
Exportation	4 026,0	2 984,2	3 562,0	2 879,4	2 923,0

Sources : BCEAO et administrations nationales.

Production de pétrole du Niger

(en milliers de barils)

	2015	2016	2017	2018	2019
Production	5 459,0	6 014,0	6 665,0	6 065,0	6 522,0

Sources : BCEAO et administrations nationales.

L'économie nigérienne repose également sur l'importante activité extractive du pays, riche en uranium et en pétrole, ce qui la rend toutefois dépendante des cours mondiaux de ces matières premières, qui fluctuent beaucoup. Le secteur de l'uranium, qui a représenté près de 35 % des exportations sur les dix dernières années, fait face à un déclin tendanciel (20 % du total en 2018 et 2019). La mise en production de la mine d'Imouraren, potentiellement la plus importante du monde, est suspendue depuis 2015 en raison de la baisse brutale des cours, à la suite de la catastrophe de Fukushima en 2011. En revanche, la production de pétrole (6,5 millions de barils et 20 % des exportations, en 2019) devrait s'accroître grâce à la mise en service, en 2022, de l'oléoduc entre le champ d'Agadem et le Bénin. La production d'or croît elle aussi fortement (1 208 kg en 2019, contre 22 kg en 2018), grâce à la reprise des activités de la principale société minière du pays (Liptako), même si elle reste encore assez modeste par rapport aux principales productions mondiales. Les exportations d'or ont également bénéficié de la hausse des cours de cette valeur refuge en temps de crise.

Si le secteur industriel demeure peu développé (22 % du PIB en moyenne sur 2015-2019), le secteur tertiaire représente quant à lui environ 40 % du PIB, grâce notamment au dynamisme des

Activité économique et inflation au Niger

(en %)

	2017	2018	2019	2020 ^{a)}
Variation annuelle du PIB	5,0	7,1	5,9	1,0
Inflation (en moyenne annuelle)	0,1	2,8	-2,5	1,1

a) Prévisions.

Source : BCEAO.

secteurs de la restauration et de l'hôtellerie. Les risques sécuritaires et la menace terroriste demeurent toutefois prégnants, et l'importance des dépenses de sécurité (environ 15 % du budget de l'État) pèse lourdement sur les finances publiques, réduisant ainsi les marges de manœuvre du gouvernement.

Les prix à la consommation ont reculé de 2,5 % en 2019 (après + 2,8 % en 2018), en raison de la baisse des prix des produits alimentaires. Ce mouvement résulte avant tout d'une hausse de la production céréalière (+ 3,8 % au Niger et + 9 % au niveau de l'Union économique et monétaire ouest-africaine – UEMOA) lors de la campagne 2018-2019, alors que la demande était affectée par la situation sécuritaire. L'inflation est limitée à moyen terme en raison de l'appartenance du Niger à l'UEMOA et de l'ancrage de sa monnaie à l'euro.

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

Le pays continue de bénéficier, en 2019, d'une croissance économique forte, à hauteur de 5,9%, après 7,1% en 2018. L'activité a été soutenue par le secteur agricole, grâce aux bonnes récoltes de la campagne 2018-2019, ainsi que par le secteur secondaire, porté par les investissements réalisés dans le secteur pétrolier (champs pétroliers de Kafra, notamment).

En 2020, en dépit d'une faible exposition directe à l'épidémie, l'activité économique serait fortement affectée par le recul de l'activité mondiale, consécutive à la pandémie de Covid-19. La croissance économique ralentirait à 1%, ce qui, d'après le Fonds monétaire international (FMI), se traduirait par une baisse de 2,6% du PIB réel par habitant, du fait de la forte croissance démographique. L'inflation demeurerait toutefois modérée, à 1%, en raison notamment de fortes perturbations des approvisionnements alimentaires lors de la première vague de la pandémie. Elle atteindrait 2% à moyen terme selon la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), soit un niveau proche du seuil de convergence communautaire.

Sur le plan extérieur, le déficit de la balance des transactions courantes du Niger se dégrade légèrement en termes absolus, tout en diminuant en relatif par rapport au PIB, passant de 902,6 milliards de francs CFA (12,6% du PIB) en 2018 à 926,7 milliards (12,2%) en 2019. Cette dégradation en valeur résulte essentiellement de la hausse importante des importations, de 6,2% en 2019, notamment des biens d'équipement (+ 15,7%, soit 40% des importations totales FOB), importations liées aux investissements du secteur pétrolier, en particulier. La croissance des exportations est moins dynamique (+ 3%), malgré la reprise des exportations d'uranium (+ 18,8%) et de pétrole (+ 5,8%). L'excédent du compte financier devrait se réduire à 7,8% du PIB, contre 11,6% en 2019, en lien avec le recul des flux de financement internationaux.

Le déficit budgétaire global base engagements (dons compris) s'établit à 3,5% du PIB en 2019, après 3,0% du PIB un an plus tôt. Cette hausse provient notamment du recul des recettes budgétaires (fiscales, non fiscales et dons) d'1 point de pourcentage du PIB en 2019. Les dépenses en capital,

qui représentent plus de 55% des dépenses publiques, ont fortement progressé en 2019 (+ 13,7%), en liaison avec la croissance économique. Elles ont également été portées par les ressources extérieures, qui financent majoritairement les programmes d'investissements publics du pays.

Les prévisions pour 2020 annoncent une dégradation du déficit de la balance courante à 13% du PIB, du fait du recul des exportations de biens de près de 1 point de PIB. Le déficit budgétaire devrait également se détériorer sous l'effet de l'augmentation des dépenses en réponse à la Covid-19, s'établissant à 5,8% du PIB en 2020 selon les dernières prévisions du FMI. Le gouvernement a en effet déployé rapidement un plan de réponse à l'épidémie, évalué à plus de 597 milliards de francs CFA, soit 7,5% du PIB. Ce plan a permis de limiter la propagation du virus, d'appuyer la résilience du système éducatif, de protéger les populations vulnérables, et d'affermir la robustesse de l'économie en général, des producteurs du secteur agropastoral en particulier.

La dette publique (extérieure à hauteur de 74%) s'est creusée, de 38,6% en 2019 à 41,7% du PIB en 2020, mais reste à un niveau inférieur à la moyenne de l'UEMOA (44,3%). Toutefois, le service de la dette devient préoccupant dans la mesure où il devrait représenter 21,3% des exportations et 18,1% des recettes publiques en 2021 (d'après le FMI, 6^e revue, octobre 2020). Selon l'analyse de soutenabilité de la dette du FMI, la hausse des exportations d'or, ainsi que celle des exportations pétrolières dès 2022, devrait atténuer le risque d'insoutenabilité de la dette. Le risque de surendettement est ainsi qualifié de « modéré » par le FMI.

Le Niger, qui fait partie des pays les moins avancés selon la classification de la Banque mondiale, bénéficie habituellement de soutiens financiers internationaux significatifs. La facilité élargie de crédit (FEC) du FMI, approuvée en janvier 2017 pour un montant de 134 millions de dollars, a été augmentée à 164,1 millions en décembre 2018 et est arrivée à échéance en octobre 2020. Elle visait notamment à accroître une mobilisation des ressources intérieures encore faible (9,3% du PIB en 2019), en particulier par un élargissement de l'assiette des recettes et une rationalisation des exemptions fiscales.

Le pays bénéficie également, depuis avril 2020, d'une aide exceptionnelle du FMI au titre de la facilité de crédit rapide (FCR), pour un montant de 83,66 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), soit 0,9% du PIB (114,5 millions de dollars), afin de limiter les déséquilibres extérieur et budgétaire engendrés par la crise. La participation du pays à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20 permet également de réduire les tensions de trésorerie consécutives à la crise, grâce au report des échéances dues aux créanciers publics bilatéraux. Les banques multilatérales de développement (principalement l'Association internationale de développement – IDA – et la Banque africaine de développement – BAfD –) apportent enfin un soutien financier conjoncturel important, estimé à 460 millions de dollars pour 2021 (2,9% du PIB).

L'activité du secteur bancaire progresse en 2019.

Le total agrégé du bilan des établissements du pays augmente de 10,1% en 2019, pour s'établir à 1 842 milliards de francs CFA. Les performances du secteur bancaire s'améliorent : le produit net bancaire progresse de 5%, et le taux de marge nette est en hausse de 3,2 points de pourcentage. Le coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres, ou *return on equity* – ROE) augmente également, passant de 11,3% en 2018 à 11,8% en 2019.

Si le système bancaire demeure globalement solide, la qualité des portefeuilles de crédit demeure insuffisante.

Le taux brut de créances en souffrance rapporté au total des créances brutes des établissements de crédit s'établit à 16,2% en 2019, après 17,3% en 2018, soit un niveau supérieur à la moyenne de l'UEMOA (11,5% en 2019). Il devrait toutefois se détériorer sous l'effet de la crise de la Covid-19 (prêts aux commerçants notamment). Le taux de provisionnement est également en forte baisse, passant de 76,5% en 2017 à 59,1% en 2018, puis enfin à 50,6% en 2019.

Outre l'infléchissement de la politique monétaire en réponse à la crise de la Covid-19, les mesures prises par la BCEAO en mars 2020 permettent de soutenir les États de l'UEMOA et leurs plans de relance. Les mesures d'urgence ont été destinées aux banques (injections de liquidités), aux entreprises (reports d'échéances), aux États (« bons

Covid-19 ») et aux particuliers (réductions des coûts d'utilisation des paiements digitaux).

Le développement financier, enfin, demeure limité.

La profondeur financière demeure insuffisante, l'encours des crédits sur le PIB représentant 11,2% en 2019 (contre 45,3% en Afrique subsaharienne). L'inclusion financière est elle aussi insuffisante : seuls 15,5% de la population de 15 ans et plus possèdent un compte bancaire en 2017 (dernières données disponibles), selon la Banque mondiale.

ENJEUX ET DÉFIS

Le premier enjeu concerne la stabilité socio-politique du pays.

Le maintien de la sécurité, face aux attaques terroristes (Boko Haram notamment), particulièrement à la frontière avec le Mali et dans la zone du lac Tchad, demeure prioritaire. Les incertitudes sur les conditions de sécurité intérieure et dans la région du Sahel ont également débouché sur d'importants flux de réfugiés et de déplacés internes, de respectivement près de 233 000 et de 257 000 personnes en octobre 2020, d'après le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Le gouvernement consacrerait ainsi 16,5% de son budget de 2020 à la sécurité (4,2% du PIB)¹, dépenses qui ne peuvent être investies dans le développement économique et social du pays.

L'aggravation rapide des vulnérabilités économiques et sociales, générée par la crise de la Covid-19, constitue pour le pays un défi redoutable, compte tenu de la faiblesse des indicateurs de développement.

Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), le Niger se classe au 189^e et dernier rang mondial pour l'indice de développement humain (IDH), et près de 45% de la population se trouve sous le seuil de pauvreté. L'espérance de vie à la naissance est inférieure à 62 ans, la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable et 20% seulement a accès à l'électricité. Compte tenu de la forte dépendance du pays à l'aide internationale, le maintien de flux d'aide élevés est essentiel pour consolider les gains réalisés ces dernières années en

¹ Cf. FMI, cinquième revue au titre de la facilité élargie de crédit, décembre 2019.

matière de niveau de vie et de pauvreté (cf. *Rapport des coopérations monétaires Afrique-France 2019*, article « L'aide publique au développement en temps de crise et les enjeux de développement durable »). Ces gains demeurent fragiles et ont été remis en cause par la crise, d'autant que le marché du travail peine à répondre à l'offre d'une population jeune et en forte croissance.

La diversification économique en cours, en faveur des secteurs extractifs et minier (pétrole, uranium, or), constitue enfin un défi essentiel de développement et de résilience. À court et moyen terme, le développement des secteurs extractifs et minier permet de réduire les déséquilibres extérieur et budgétaire, ainsi que la vulnérabilité du pays à des chocs exogènes. À long terme, la diversification peut également contribuer à augmenter la productivité et le potentiel de croissance, pourvu que les marges de manœuvre budgétaires dégagées soient affectées à des fins d'investissement durable (agriculture durable, infrastructures, capital humain), et aussi contribuer au renforcement de la résilience, notamment face à des [risques climatiques croissants au Sahel](#). Ceci suppose une coordination entre la stratégie de stabilisation économique et de sortie de crise, et la planification stratégique de long terme telle qu'articulée dans le cadre du second [plan de développement économique et social \(PDES\) 2017-2021](#), et dans la [stratégie de développement durable et de croissance inclusive \(SDDCI\)](#).

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Les projets de développement en faveur de la santé et de la nutrition apparaissent essentiels, non seulement dans un contexte de crise, mais pour une amélioration structurelle des indicateurs de développement. La malnutrition infantile touche près d'un enfant sur deux, et la mortalité infantile demeure très élevée (8,4%). L'Agence française de développement (AFD) contribue depuis plusieurs années à l'[initiative Santé Solidarité Sahel \(I3S\)](#) pour améliorer la santé des enfants et des mères. La Banque mondiale multiplie ses « [initiatives à résultats rapides](#) » (*rapid results*

initiatives – RRI) dans le domaine de la santé, qui développent des solutions innovantes pour les services de santé à destination des femmes et des enfants, en parallèle des facilités d'urgence en réponse à la crise de la Covid-19.

Le secteur agricole est particulièrement vulnérable aux aléas climatiques, qui entraînent une insécurité alimentaire chronique. Les autorités nigériennes ont mis en place, depuis 2012, l'[initiative 3N](#) (« les Nigériens Nourrissent les Nigériens »), constituée notamment d'un programme d'investissement visant à promouvoir le développement durable du secteur agricole. Le [plan d'action 2016-2020 de l'initiative 3N](#), prolongé d'un an en 2021, a pour ambition d'atteindre les objectifs suivants : i) renforcer la maîtrise de l'eau pour sécuriser les productions agrosylvopastorales et halieutiques ; ii) développer ces filières et leurs chaînes de valeur ; iii) réduire la malnutrition grâce à des investissements multisectoriels de long terme ; et iv) renforcer l'environnement institutionnel. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du PDES 2017-2021, qui est le cadre de référence pour les objectifs de développement du gouvernement.

Le Niger conduit également plusieurs grands projets, notamment dans le domaine de l'énergie, à des fins de diversification économique. Les travaux de construction des 2 000 km d'oléoduc devant relier les champs pétrolifères d'Agadem, au Niger, au port de Sèmè-Kpodji, au Bénin, ont commencé en septembre 2019. Évaluée à 3 000 milliards de francs CFA (4,6 milliards d'euros), cette infrastructure sera réalisée sur deux ans par la China National Petroleum Corporation (CNPC). À moyen terme, le développement du secteur pétrolier devrait ainsi aboutir à une modification structurelle des échanges extérieurs (développement des exportations de pétrole, flux d'importations d'équipements pétroliers, dynamique des rapatriements des profits des sociétés pétrolières). Un enjeu central pour les années à venir sera celui de la bonne gouvernance de ce projet. La réintégration du Niger dans l'initiative de transparence des industries extractives (ITIE) en février 2020, après son retrait en 2017, constitue en ce sens un progrès important.

ANNEXE

Niger – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XOF) ; taux et variations en %)

	2016	2017	2018	2019
Ressources	7 660,2	8 200,5	9 009,7	9 641,1
PIB nominal	6 162,4	6 494,7	7 138,6	7 610,4
Importations de biens et services	1 497,8	1 705,8	1 871,0	2 030,7
Emplois	7 660,2	8 200,5	9 009,7	9 641,1
Consommation finale	5 234,9	5 679,1	6 142,3	6 470,8
Publique	941,0	1 004,2	1 082,0	1 182,3
Privée	4 293,9	4 674,9	5 060,2	5 288,6
Formation brute de capital fixe ^{a)}	1 696,0	1 689,6	2 062,0	2 316,4
Exportations de biens et services	729,3	831,8	805,4	853,9
Épargne intérieure brute	927,5	815,6	996,4	1 139,6
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	- 768,5	- 874,0	- 1 065,7	- 1 176,8
Taux d'investissement (en% du PIB)	27,5	26,0	28,9	30,4
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	5,7	5,0	7,1	5,9
Déflateur du PIB	1,8	0,4	2,6	0,7
Prix à la consommation, en moyenne	0,2	0,1	2,8	- 2,5

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BCEAO et services statistiques nationaux.

Niger – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
Recettes et dons	913,9	1 023,0	1 291,2	1 362,5
Recettes budgétaires	643,7	680,8	862,3	848,5
Recettes fiscales	606,9	619,9	787,6	783,7
Recettes non fiscales	27,9	48,6	66,8	50,9
Autres recettes non classées	8,9	12,3	7,9	13,9
Dons	270,2	342,2	428,9	514,0
Dépenses et prêts nets	1 187,7	1 263,5	1 505,4	1 631,8
Dépenses totales	1 187,7	1 263,5	1 505,4	1 631,8
Dépenses courantes	609,3	639,2	688,0	691,4
Traitements et salaires	265,1	269,7	273,5	282,3
Autres dépenses courantes	302,3	319,6	346,9	334,4
Intérêts	41,9	49,9	67,6	74,7
Sur la dette intérieure	23,5	33,5	46,4	52,5
Sur la dette extérieure	18,4	16,4	21,2	22,2
Dépenses en capital	556,6	600,1	798,3	908,4
Sur ressources intérieures	201,4	249,6	359,8	392,6
Sur ressources extérieures	355,2	350,5	438,5	515,8
Dépenses des fonds spéciaux	21,8	24,2	19,1	32,0
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global base engagements (hors dons)	- 544,0	- 582,7	- 643,1	- 783,3
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 273,8	- 240,5	- 214,2	- 269,3
Solde primaire de base ^{b)}	- 125,1	- 158,1	- 117,9	- 160,8
Ajustement base caisse	19,0	- 53,7	- 54,3	- 2,9
Variations des arriérés de paiement (le signe « - » correspond à une réduction)	19,0	- 53,7	- 54,3	- 2,9
Solde global base caisse (hors dons) ^{c)}	- 525,0	- 636,4	- 697,4	- 786,2
Solde global base caisse (dons compris) ^{c)}	- 254,8	- 294,2	- 268,5	- 272,2
Financement	254,8	294,2	268,5	272,2
Financement intérieur net	83,8	132,9	86,5	3,3
Bancaire	11,6	107,7	43,1	- 148,5
Non bancaire	72,2	25,2	43,4	151,8
Financement extérieur net	171,0	161,3	182,0	268,9
Ajustement statistique	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette publique	1 793,1	2 248,4	2 523,4	2 937,1
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	10,4	10,5	12,1	11,1
Dépenses courantes	9,9	9,8	9,6	9,1
Solde global base engagements (dons compris) ^{a)}	- 4,4	- 3,7	- 3,0	- 3,5
Dette publique	29,1	34,6	35,3	38,6

a) Solde global base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses et prêts nets.

b) Solde primaire = recettes budgétaires – (dépenses courantes – intérêts sur dette publique extérieure et intérieure) – (dépenses en capital sur ressources intérieures).

c) Solde base caisse = solde base engagements + ajustement base caisse.

Sources : BCEAO, services statistiques nationaux.

Niger – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	- 700,3	- 740,0	- 902,6	- 926,7
1 - Biens et services	- 768,5	- 874,0	- 1 065,7	- 1 176,8
Balance des biens	- 405,5	- 434,2	- 599,5	- 659,0
Exportations de biens FOB	611,7	701,8	668,2	688,0
dont : uranium	177,7	169,6	117,2	139,2
pétrole	91,3	151,4	129,3	136,8
oignons	72,6	78,1	86,4	85,9
élevage	59,2	65,4	71,6	81,7
Importations de biens FOB	- 1 017,2	- 1 136,0	- 1 267,7	- 1 346,9
Importations de biens CAF	- 1 281,9	- 1 431,6	- 1 597,6	- 1 698,5
dont : biens d'équipement	- 352,9	- 370,4	- 456,1	- 541,5
produits alimentaires	- 261,6	- 331,3	- 397,6	- 343,9
produits pétroliers	- 72,9	- 93,3	- 73,9	- 65,7
Balance des services	- 363,0	- 439,9	- 466,2	- 517,9
dont fret et assurances	- 264,7	- 295,6	- 329,9	- 351,6
2 - Revenus primaires	- 96,7	- 105,5	- 107,1	- 100,3
dont intérêts sur la dette	- 18,4	- 53,1	- 21,2	- 22,2
3 - Revenus secondaires	164,9	239,5	270,1	350,5
Administrations publiques	82,8	132,1	142,4	218,5
dont aides budgétaires	66,2	117,9	125,7	193,1
Autres secteurs	82,1	107,4	127,6	132,0
dont transferts de fonds des migrants	61,6	44,0	50,1	54,1
b - Compte de capital	229,6	237,0	346,6	362,8
c - Compte financier	- 454,5	- 373,0	- 446,3	- 881,5
Investissements directs	- 154,7	- 179,8	- 237,4	- 317,1
Investissements de portefeuille	- 99,1	- 31,0	- 79,3	- 64,9
Autres investissements	- 200,6	- 162,2	- 129,7	- 499,5
Financement exceptionnel (pour mémoire)	0,0	0,0	0,0	0,0
d - Erreurs et omissions nettes	- 4,1	- 4,9	- 4,2	0,0
e - Solde global (a + b - c + d)	- 20,2	- 135,0	- 113,9	317,7
Taux de couverture ^{a)}	48,7	48,8	43,0	42,0
Solde courant (en% du PIB)	- 11,4	- 11,4	- 12,6	- 12,2
Solde global (en% du PIB)	- 0,3	- 2,1	- 1,6	4,2

a) Le taux de couverture (en %) correspond au total des exportations de biens et services rapporté au total des importations de biens et services.

Note : La sous-rubrique « transferts de fonds des migrants » retrace uniquement les flux bruts entrants des transferts de fonds des migrants, tandis que le poste « autres secteurs » retrace le solde des transferts courants au titre des autres secteurs (ménages, ISBLM, etc.).

Source : BCEAO.

Niger – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2016	2017	2018	2019
Court terme	424	426	581	673
Moyen terme	341	358	202	213
Long terme	36	37	26	39
Total	800	821	809	925

Source : BCEAO.

Niger – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

Actif				Passif			
	2017	2018	2019		2017	2018	2019
Opérations de trésorerie et interbancaires	257	264	289	Opérations de trésorerie et interbancaires	456	455	461
Opérations avec la clientèle	860	878	1 013	Opérations avec la clientèle	871	948	1 086
Opérations sur titres et diverses	385	440	431	Opérations sur titres et diverses	55	71	65
Valeurs immobilisées	76	87	105	Provisions, fonds propres et assimilés	195	199	229
Actionnaires ou associés	1	4	4				
Total	1 578	1 673	1 842	Total	1 578	1 673	1 842

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Niger – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XOF))

	2017	2018	2019
I. Produits bancaires	143,9	152,0	156,5
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3,0	3,4	4,8
Produits sur opérations avec la clientèle	96,0	98,2	95,0
Produits sur opérations sur titres et diverses	20,6	19,8	24,0
Produits sur opérations de change	17,3	20,0	19,1
Produits sur opérations hors bilan	4,4	6,5	7,1
Produits sur prestations de services financiers	1,1	1,6	3,6
Autres produits d'exploitation bancaire	1,6	2,7	2,9
Déduction des intérêts sur créances en souffrance	0,0	0,2	0,1
2. Charges bancaires	44,2	45,5	44,8
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	17,5	19,2	18,3
Charges sur opérations avec la clientèle	14,1	13,8	12,8
Charges sur opérations sur titres et diverses	0,1	0,1	0,1
Charges sur fonds propres et assimilés	0,1	0,1	0,1
Charges sur opération de change	7,7	9,7	8,9
Charges sur opérations hors bilan	0,4	0,5	0,4
Charges sur prestations de services financiers	0,5	0,6	1,3
Autres charges d'exploitation bancaire	3,8	1,5	2,9
3. Produit net bancaire (1 - 2)	99,6	106,4	111,6
4. Produits accessoires nets	1,3	0,2	0,3
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	100,9	106,6	111,9
6. Frais généraux	59,1	67,7	70,4
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	6,0	2,2	4,9
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	35,8	36,8	36,7
9. Provisions nettes sur risques	10,4	11,3	8,7
10. Réintégration des intérêts sur créances en souffrance	0,1	0,2	0,1
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	25,5	25,7	28,1
12. Résultat exceptionnel net	0,3	0,2	1,3
13. Résultat sur exercices antérieurs	0,0	0,0	0,0
14. Impôt sur les bénéfices	4,2	3,9	2,0
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	21,6	22,0	26,6

Note : L'entrée en vigueur du nouveau plan comptable bancaire (PCB) a conduit à la suppression du compte « produits divers ». Le solde de ce compte a été réparti entre les comptes suivants : « produits sur opérations de change », « produits sur opérations hors bilan », « produits sur prestations de services financiers » et « autres produits d'exploitation bancaire ». Les charges bancaires ont également subi des modifications liées au nouveau PCB.

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Niger – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	66,2	69,4	68,6
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	11,1	11,3	11,8
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	21,6	20,6	23,8
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	16,8	17,3	16,2
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	4,5	7,9	8,7
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	76,5	59,1	50,6

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Niger – Indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2017	2018	2019
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	16,8	14,5	17,1
Rapport de liquidité	79,1	107,8	93,1

Source : Commission bancaire de l'UMOA.

Niger – Banques respectant les normes prudentielles

(en % des banques déclarantes)

	2018	2019
Représentation du capital minimum par les fonds propres de base Tier 1 (FPB (T1))	75	100,0
Ratio de fonds propres (Common Equity Tier 1) ($\geq 5,625\%$)	83	100,0
Ratio de fonds propres de base (T1) ($\geq 6,625\%$)	75	91,7
Ratio de solvabilité global ($\geq 8,625\%$)	83	100,0
Norme de division des risques ($\leq 65\%$)	92	66,7
Ratio de levier ($\geq 3\%$)	75	75,0
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales (25% du capital de l'entreprise)	100	91,7
Limite individuelle sur les participations dans les entités commerciales ($\leq 15\%$ FPB (T1))	100	100,0
Limite globale de participations dans les entités commerciales (60% des fonds propres effectifs (FPE))	100	100,0
Limite sur les immobilisations hors exploitation ($< 15\%$ FPB (T1))	67	66,7
Limite sur le total des immobilisations hors exploitation et des participations ($< 100\%$ FPB (T1))	100	91,7
Limite sur les prêts aux actionnaires, aux dirigeants et au personnel ($< 20\%$ FPE)	100	91,7
Coefficient de couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables ($\geq 50\%$)	58	75,0
Coefficient de liquidité ($\geq 50\%$)	58	75,0

Source : Commission bancaire de l'UMOA.